



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, Le 17 mars 2025

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2025-0017

Portant mise en demeure de la **société METAL X**

ZI du Vieux Mottay – 645, route de la Dranse

74500 PUBLIER

SIRET : 79578012100013

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8 et L. 212-1-IV,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 22-2-I ;

VU l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 20 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2009 portant autorisation d'exploiter de la société METAL X à Publier;



VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19/04/2024 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 23 mars 2024, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 22/04/2024 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant à l'issue de la procédure contradictoire engagée le 19 février 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est concerné par l'application de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 précité qui prescrit que le rejet respecte les dispositions de l'article 22-2-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en matière de compatibilité avec le milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a été informé, lors de l'inspection du 26 mars 2024 et la transmission du rapport de l'inspection en date du 19/04/2024 que ses rejets ne semblaient plus être compatibles avec le milieu dans lequel ils ont lieu et qu'ils ne permettaient pas de satisfaire aux exigences de l'article 22-2-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas déposé de dossier proposant des valeurs limites d'émissions permettant le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur conformément à l'article 22-2-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société METAL X afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} :

La société METAL X, ci-après dénommé « l'exploitant », dont le siège social est situé ZI du Vieux Mottay, 645, route de la Dranse, 74500 Publier, est mise en demeure, de respecter les dispositions de l'article 22-2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

A cet effet, il transmettra

- sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le bon de commande à un bureau d'études pour la réalisation du dossier définissant les valeurs limites d'émissions permettant le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.
- dans un délai de 5 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté le dossier finalisé précité.

Article 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R 181-50 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, par courrier ou par le biais du portail « Télérecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr , dans les délais prévus à l'article R. 514-3-I du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

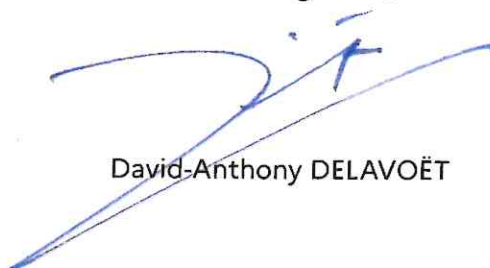
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'article 1.

Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée au maire de Publier.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT